

## Déclaration préalable CGT au CSEC Orange – 9 septembre 2025

Bonjour à toutes et tous

La rengaine, nous la connaissons par cœur : *la dette, la dette, et toujours la dette.*

On nous répète qu'elle serait un danger mortel, qu'elle pèserait comme une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. Le Premier ministre lui-même annonçait un effort de **44 milliards d'euros dès 2026**, accusant les Français – retraités, fonctionnaires, assurés sociaux, consommateurs – d'être responsables de cette dette. Et, bien sûr, il faudrait que « tout le monde partage l'addition ».

Mais posons les vraies questions :

- Qui a creusé la dette ?
- Son niveau est-il réellement catastrophique ?
- L'austérité est-elle la seule issue ?

Non, comme le rappelle le Maître de Conférence en Economie Eric BERR, il n'y a **aucun risque de banqueroute imminent**. La dette n'est qu'un outil de sidération pour justifier la casse sociale, pour faire croire que les Français vivraient au-dessus de leurs moyens, et pour imposer la dégradation des retraites, des hôpitaux, des écoles, des services publics.

Ce discours alarmiste n'a qu'un but : **couvrir les politiques qui ont miné la croissance et asséché les recettes.**

Depuis 2017, ce sont **60 milliards d'euros par an de recettes perdues** selon la Cour des comptes. Pourquoi ? Parce que les gouvernements successifs ont multiplié les cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises.

Aujourd'hui, la France consacre **211 milliards d'euros d'aides aux entreprises** chaque année, sans condition ni contrôle. En 2024, Orange a bénéficié de 340 millions d'aide publique. Dans le même temps, on a allégé l'imposition du capital. Résultat : la pauvreté atteint un niveau record depuis 30 ans, l'industrie est tombée sous les 10 % du PIB, les services publics sont exsangues, et pour la première fois, l'investissement public et privé pour la transition écologique recule.

Voilà la réalité : **la dette ne finance pas l'avenir, elle finance les cadeaux aux plus riches et les intérêts des marchés financiers.**

Alors oui, des solutions existent, et elles sont simples :

- Récupérer les 60 milliards d'euros de recettes perdues chaque année,
- Revoir en profondeur les 211 milliards d'euros d'aides aux entreprises,
- Rétablir l'ISF,
- Mettre en place une taxe ZUCMAN, un impôt minimal de 2 % sur le patrimoine des ultra-riches, qui rapporterait à lui seul 20 milliards d'euros par an.

Voilà ce qui permettrait de réduire les déficits **sans sacrifier notre modèle social**.

Et puis, posons-nous une autre question : pourquoi ce gouvernement ne s'inquiète-t-il pas de la **dette écologique et sociale** ? Pourquoi reste-t-il muet sur la santé en décomposition, sur les mégafeux, les inondations, les canicules, qui, selon le GIEC, seront dix fois plus destructeurs d'ici la fin du siècle ? Ces dettes-là, sociales et environnementales, sont autrement plus urgentes à résorber que la dette financière, qui, elle, est parfaitement gérable.

Chères collègues, face à ce plan d'austérité dangereux, la CGT FAPT dit : **stop**.

- Stop à la peur instrumentalisée.

- Stop aux sacrifices imposés aux salariés, aux retraités, aux plus fragiles, pendant que les ultra-riches s'en sortent toujours mieux.

C'est pourquoi la CGT appelle les salariés du secteur à la grève le 10 septembre prochain. Nous avons néanmoins choisi de siéger ce jour de grève en délégation réduite, compte tenu de l'ordre du jour du CSEC, et pour que la CGT continue à faire entendre sa voix.

En appelant à ce premier rendez-vous citoyen, nous donnons aux salariés la possibilité de se mobiliser. Se mobiliser pour défendre leurs droits, leurs retraites, leurs services publics, mais aussi pour protéger notre avenir collectif. Et rappeler, avec force, qu'il existe bel et bien d'autres solutions. Nous appelons toutes les organisations syndicales à prendre la mesure de l'enjeu et à se joindre à ce combat.

Ensemble, nous pouvons refuser l'austérité et imposer un autre choix de société.

Je vous remercie pour votre attention.